

Réseau Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration (RECI)

Rapport d'activité 2014

RESSOURCES

➔ Base de données documentaires [financement ACSE / DAAEN – pilote IREV -ORIV]

La mutualisation de l'activité documentaire des centres de ressources composant le Réseau constitue l'activité de base du Réseau RECI. Elle consiste en un travail de veille et d'alimentation de la base de données bibliographiques commune.

Depuis la création du Réseau RECI la mise en commun de ressources, par le biais d'une base documentaire (production de références bibliographiques avec des résumés analytiques), est un impondérable.

Cette base documentaire commune aux membres du Réseau RECI a été mise en ligne sur internet en 2008 (<http://biblio.reseau-reci.org>). Elle est donc consultable aussi bien par un public averti (chercheurs, professionnels...) que par un plus grand public (étudiants...).

Elle permet de pouvoir effectuer des recherches dans les catalogues documentaires (environ 22.000 références) de cinq centres ressources territorialisés membres du Réseau RECI (ARIFOR, COFRIMI, EPI, IREV, ORIV).

Cette action a été reconduite en 2014 et mise en œuvre par quatre des structures composant le Réseau RECI (à savoir ARIFOR, COFRIMI, IREV, ORIV). L'administration de la base a été co-pilotée par l'IREV et l'ORIV tout au long de l'année 2014.

Des mouvements de personnel en charge de la fonction documentaire dans plusieurs des structures membres du Réseau ont également marqué cette année 2014 et ont entraîné des difficultés dans la régularité du suivi des actions habituellement menées. Ces deux éléments expliquent le léger infléchissement du nombre de saisies dans la base documentaire en 2014 par rapport aux années précédentes.

➔ FONCTION CHEF DE PROJET DOCUMENTAIRE

La coordination de la fonction documentaire du Réseau a été assurée par l'ORIV jusqu'en avril 2014, puis par l'IREV.

➔ BILAN DE CONSULTATION DE LA BASE DOCUMENTAIRE COMMUNE AU RESEAU RECI, EN LIGNE SUR INTERNET

Remarque : L'outil de calcul des statistiques de consultation de la base de données du Réseau RECI a changé, ceci pour permettre un calcul plus proche de la réalité. La comparaison des statistiques concernant le nombre de visites sur la base pour l'année 2014 avec ceux de 2013, n'est donc pas possible.

La base de données a reçu environ 11000 visites durant l'année 2014.

Suite à ces consultations, des demandes documentaires parviennent aux différentes structures (demande d'emprunt de documents, de coordonnées de structures ressources...).

➔ OPTIMISATION DE LA BASE DE DONNEES

SAISIE REGULIERE ET VEILLE

En 2014, une attention particulière a été portée sur le repérage et la saisie régulière des revues, des rapports et des productions dites « incontournables » sur les sujets traités par le Réseau RECI, publiés par des organismes institutionnels et des acteurs associatifs en France et en Europe.

La veille effectuée pour repérer des ressources électroniques dans le cadre de l'alimentation du portail européen sur l'intégration (cf. présentation de l'action page 3) vient également alimenter la base commune. Cette démarche s'inscrit dans une logique d'optimisation du travail des documentalistes.

ALIMENTATION DE LA BASE DE DONNEES

Cette action consiste en une alimentation régulière de la base par l'entrée de références bibliographiques (locales et nationales) comportant un résumé. Du 1er janvier au 31 décembre 2014, 213 nouvelles notices ont été créées (contre 345 en 2013, soit une baisse de 38%).

VALORISATION DES RESSOURCES

Des « étagères virtuelles » (équivalent à des bibliographies) sont consultables sur la page d'accueil du site internet de la base de données bibliographique du Réseau RECI (www.biblio.reseau-reci.org). Celles-ci valorisent les ressources présentes dans la base sur un sujet précis. Elles permettent également de montrer les dernières bibliographies réalisées en lien avec le programme de travail du Réseau.

Une étagère « dernières acquisitions » présente les différents documents récents saisis dans la base. Elle permet également d'avoir une vue globale de l'actualité des parutions sur les questions, d'immigration, d'intégration et de prévention des discriminations en France.

➔ REUNIONS ENTRE CHARGES D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION

Afin de coordonner l'activité et la saisie sur la base documentaire, mais aussi de produire collectivement, les chargées d'information et de documentation ont été amenées à se réunir à trois reprises durant l'année 2014 : le 24 janvier à Tourcoing, le 13 juin à Châlons-en-Champagne pour de l'auto-formation et le 9 octobre à Amiens (à l'occasion du regroupement des membres du réseau RECI).

➔ Site internet [financement ACSE – pilote ORIV]

Les documents les plus téléchargés sur le site du Réseau sont les suivants :

- « Point de vue sur... l'interculturalité comme enjeu d'intégration et/ou de prévention des discriminations », Réseau RECI, 2009 (**749** téléchargements)
- « Prévention des discriminations & collectivités. Initier, mobiliser, pérenniser. Séminaire national – 22 novembre 2012 », Réseau RECI, décembre 2013 (**536** téléchargements)
- « Point de vue sur... personnes âgées immigrées : un devoir de (re)connaissance pour une action adaptée à leurs besoins », Réseau RECI, 2013 (**458**)
- « Discriminations et territoires. La mobilisation des acteurs locaux », Réseau RECI, 2009 (**453**)
- « Point de vue sur... l'interculturalité comme enjeu d'intégration et/ou de prévention des discriminations », Réseau RECI, 2008, (**393**)
- « Elus et intégration » Note du Réseau RECI, 2007 (**246** téléchargements)
- Agir contre les discriminations : l'engagement des élus et des collectivités territoriales, Réseau RECI, 2006, (**245**)

➔ Portail européen sur l'intégration [financement Commission Européenne via Migration Policy Group – pilote ORIV]

Depuis avril 2009, la Commission européenne a lancé un portail consacré à l'intégration dans les 28 pays membres de l'Union Européenne : <http://ec.europa.eu/ewsi/fr/>.

En France, le réseau RECI, et en son sein l'ORIV assure le pilotage et la coordination du projet.

Ce portail a pour ambition de proposer un forum à l'ensemble des acteurs de l'intégration (entendu au sens large) des pays membres, afin d'échanger des ressources, des contacts (institutionnels, associatifs, chercheurs...) et des informations sur des projets et pratiques d'intégration.

Les objectifs poursuivis par ce portail sont de :

- faciliter l'échange de connaissances et de savoir-faire entre acteurs de l'intégration, au-delà des frontières nationales,
- faciliter la mise en réseau et le développement de projets communs,
- promouvoir l'engagement de la société civile sur les questions d'intégration et créer une véritable "communauté des acteurs de l'intégration" au niveau européen.

Il doit ainsi permettre d'accéder à des informations pertinentes et régulièrement mises à jour, de partager connaissances et savoir-faire, de découvrir des possibilités de financement, de trouver des partenaires, de lancer des projets en commun, d'être informé des dernières évolutions sur le plan communautaire ou national, de mettre en place des groupes de travail... A cet effet, il comprend un vaste fonds documentaire, des outils pour favoriser le travail en réseau et la présentation de « pratiques » d'intégration.

Après 5 années d'existence, quel bilan ?

En juin 2014, la Commission européenne a effectué un bilan qui porte sur les 5 années d'existence du portail européen sur l'intégration. Il s'agissait d'analyser comment il était utilisé et quelles étaient les ressources les plus consultées. En 2013, il y a eu environ 100000 visites sur le site. Ce chiffre, le meilleur depuis sa création, montre bien que la consultation du portail augmente et que celui-ci répond aux besoins des utilisateurs.

Les **notes « d'actualité »** thématiques et synthétiques sur les questions d'intégration ont été les documents les plus consultés sur le portail. En 2014, à la demande de la Commission Européenne, une note a été produite sur « La santé de ressortissants de pays tiers » (octobre) et une autre mise à jour « La tolérance et la lutte contre le racisme » (décembre).

La rubrique qui présente des **expériences novatrices** dans le domaine de l'intégration, est également très consultée. En 2014, les expériences qui ont été valorisées par des membres du Réseau RECI sont les suivantes :

- « Droits communs, un réseau de professionnels du droit au service des droits fondamentaux ». Son objectif est de mettre en commun les compétences juridiques de ces professionnels, afin de simplifier l'accès au droit pour les travailleurs sanitaires et sociaux et ainsi favoriser l'accès au droit de tous. L'Association Villeurbannaise pour le Droit au Logement (membre du réseau RECI) participe à cette démarche.
- Un film intitulé « Sur les sentiers de l'intégration », réalisé par Valérie CASALTA et produit par Espace Accueil aux Etrangers (membre du réseau RECI). Il présente l'organisation du travail en réseau des acteurs de l'intégration, en particulier œuvrant dans le domaine de l'accès aux droits, dans le département des Bouches-du-Rhône. : le réseau des Point d'Appui et d'accès aux droits des étrangers.
- Le développement du site www.dequeldroit.fr, qui permet un accès en ligne gratuit à de la jurisprudence pertinente en droit des étrangers (action portée par Espace Accueil aux Etrangers).

Les « **actualités** » (articles de presse, annonce d'un nouveau dispositif, d'une expérience de terrain...) qui intéressent le plus les internautes concernent les niveaux européen ou national et des informations sur des changements importants au niveau de la législation ou des politiques publiques. En revanche, une majorité des **documents** et des **annonces d'évènements** (colloque, formation..) proposée sur le site n'est quasiment pas consultée.

Les pages qui présentent les **informations sur chaque pays** (ministères, associations, législation...) sont peu consultées. Concernant la France, l'ORIV, au titre du Réseau RECI, a eu l'occasion de mettre à jour ces informations durant l'année 2014.

Suite à ce bilan, la Commission européenne a acté qu'il était important de privilégier la qualité à la quantité des ressources postées. Il ne suffit pas de collecter l'information, mais également de l'analyser. Elle a ainsi, au cours de l'année 2014, redéfini de nouveaux objectifs et demandé aux coordinateurs nationaux de les appliquer dès le deuxième semestre de l'année. Ceci explique la baisse du nombre de ressources postées par le Réseau RECI sur le portail, par le biais de l'ORIV : 70 « actualités » (contre 76 en 2013) 73 documents (contre 92 en 2013), 10 événements (contre 33 en 2013).

Il faut désormais privilégier des informations nationales sur les politiques d'intégration et de prévention des discriminations, liées à des changements législatifs. Un des enjeux pour l'année 2015 sera la production plus importante de notes d'analyse qui permettent de cibler des sujets précis (santé, logement...) et de comparer les différents contextes nationaux.

➔ **Diffusion des actes du séminaire « Prévention des discriminations & collectivités : initier, mobiliser, pérenniser » [financement ACSE – pilotes ARIFOR et IREV]**

Cette publication, rassemblant les actes du séminaire organisé le 29 novembre 2012 et de la note du Réseau RECI réalisée dans ce cadre, a été diffusée par un double canal, national et régional.

Au niveau national : envoi par le Réseau RECI à l'attention des services de l'Etat (national et régional), associations d'élus, collectivités interrogées et participants au séminaire de novembre 2012. Les centres de ressources Politique de la ville et la presse spécialisée ont également été destinataires de la publication afin qu'ils puissent le relayer dans leurs réseaux et publications.

Un flyer a également été créé afin de communiquer durablement sur cette publication, qui est également mise à disposition sur le site internet du Réseau RECI.

Grâce au partenariat entre Réseau RECI et Réseau des centres de ressources politique de la ville, ce flyer a notamment été diffusé largement aux participants des journées inter-régionales organisées par le CGET en juin 2014 autour de la réforme de la politique de la ville. La publication était par ailleurs mentionnée dans le dossier du participant type proposé par les centres de ressources politique de la ville en accompagnement de ces journées.

Au niveau régional, chaque membre du Réseau en a assuré la diffusion à l'attention principalement des services de l'Etat (Préfets, DDCS, Délégués du Préfet), des collectivités locales (EPCI, communes, départements et régions) et du secteur associatif engagé dans ce champ d'action. Au-delà de cette première diffusion effectuée en 2014, chaque membre s'appuie sur cette publication pour valoriser le travail du Réseau RECI et proposer de la ressource aux acteurs locaux accompagnés localement, notamment dans le cadre de la préparation des contrats de ville. La diffusion se poursuivra donc en 2015, à l'occasion de journées d'accompagnement / temps d'échanges/ formations / rencontre partenariale sur le sujet organisées par chacun des membres du Réseau.

Quelques chiffres :

- Au niveau national : 200 exemplaires diffusés.
- En région : Rhône-Alpes : 60, Midi-Pyrénées : 30, Nord Pas-de-Calais : 460, PACA : 50 et Alsace : 400.
- 536 téléchargements

PRODUCTION DE CONNAISSANCES

➔ Rédaction d'un point de vue sur ... les politiques territoriales d'intégration [financement DAAEN – pilote ORIV]

Le réseau a engagé un travail de rédaction d'une note de synthèse visant à formuler un « point de vue sur... sur les politiques territoriales d'intégration » en s'appuyant, sur les éléments issus du séminaire du 28 mars 2013, sur les travaux menés par chacun sur site. Compte tenu de l'actualité sur les questions d'intégration, une attention particulière a été portée à la question des parcours d'installation. Le travail de rédaction s'est poursuivi en 2014 et a donné lieu à finalisation début 2015.

➔ Discriminations et logement [financement ACSE – pilotes ARIFOR et AVDL]

Le 31 mai 2012, les membres du Réseau avaient organisé un 1er temps de réflexion commun afin de mieux appréhender la problématique « discriminations et logement » et les membres ayant déjà travaillé sur ce sujet (AVDL, ARIFOR et ORIV) avaient présenté leurs actions et l'état de leurs réflexions. Des enjeux transversaux avaient été identifiés et permis d'élaborer des pistes de travail, devant aboutir à la rédaction d'une « note documentée » qui sera finalisée début 2015. Cette note fera le point sur l'état des savoirs dans le domaine des discriminations au logement tant au niveau des pratiques discriminatoires identifiées que des actions mises en œuvre pour les prévenir. Dans ce cadre, les membres du Réseau RECI ont organisé trois temps de réflexion communs (12 septembre 2013, 5 décembre 2013 et 15 mai 2014) sur le sujet qui ont permis d'avancer dans l'élaboration de cette production. Le travail mené a donné lieu à la production d'une note avec une bibliographie commentée qui sera diffusée début 2015.

➔ Approche intégrée des discriminations dans les contrats de ville [financement ACSE– ARIFOR, IREV et ORIV]

A partir d'une analyse des travaux menés par chacune des structures, d'une synthèse des réflexions engagées depuis plusieurs années par le Réseau RECI autour de la mise en œuvre de politiques de prévention et de lutte contre les discriminations au niveau des territoires et de la capitalisation des réflexions menées sur plusieurs territoires en politique de la ville, un travail d'écriture collectif a été engagé.

Il s'agit de produire une note permettant de rendre compte des acquis, limites et modalités d'intervention d'une approche intégrée dans le domaine des discriminations au service de la politique de la ville.

Cette note sera finalisée début 2015.

APPUI – ACCOMPAGNEMENT REFLEXIONS

➔ Séminaire CNFPT sur « Prévention et Lutte contre les discriminations dans les contrats de ville » [financement ACSE – pilote IREV]

Le Réseau RECI a participé aux 3 réunions du comité de pilotage : 24 mars, 6 mai, 20 octobre. Au sein du Réseau, ce dossier est plus particulièrement suivi par le PRILDE du GIP ARIFOR, l'IREV et l'ORIV.

Les partenaires se donnent pour objectif avec ce séminaire de réunir l'ensemble des acteurs concernés : fonctionnaires publics de l'état et des collectivités, acteurs associatifs, élus locaux, réseaux professionnels. A l'issue des réunions du comité de pilotage, la problématique du séminaire a été énoncée ainsi : Comment faire des nouveaux contrats de ville un outil d'intégration des logiques LCD dans les projets de/du territoire ?

Les réunions du comité de pilotage ont permis : de stabiliser la problématique, sérier les publics visés et séquencer le programme du séminaire qui devrait se dérouler sur une journée et demi à Dunkerque.

Toutefois, l'organisation du séminaire initialement prévue en fin 2014 a été repoussée à 2015 et désormais 2016. Une journée de bilan de la prise en compte des problématiques de discrimination dans les contrats de ville serait prévue en 2015, préalablement au séminaire.

FORMATIONS

➔ Formation sur l'interculturalité et l'accueil des ressortissants des pays tiers [financement FEI – pilote COFRIMI]

Les professionnels du secteur public sont régulièrement en relation avec des ressortissants de pays tiers arrivés depuis peu. Dans ce type de situation, le rapport à la différence amène à des représentations mutuelles.

Dans ce cadre et afin d'assurer un meilleur accueil et une meilleure intégration, l'association COFRIMI propose une formation traitant à la fois de la connaissance des publics, de la relation à l'autre différent et des compétences interculturelles de communication à développer. Elle sera assurée en partenariat avec les membres du Réseau RECI intéressés et sur leurs territoires respectifs.

La formation portera sur 4 axes :

1. l'immigration en France et les nouveaux arrivants,
2. la politique d'accueil et d'accompagnement, les dispositifs existants en matière d'apprentissage du français, aide à la parentalité, accès aux droits,
3. la question de l'intégration
4. la communication et la démarche interculturelle

A noter que cette formation s'inscrit dans le cadre d'une réponse (faite par COFRIMI qui perçoit les crédits alloués) à un appel à projets national de la DAAEN qui contribue à la mise en œuvre de stratégies nationales d'intégration des ressortissants des pays tiers par le renforcement de compétences interculturelles des professionnels agissant pour l'intégration des populations immigrées. Elle est mentionnée dans le cadre du programme de travail du RECI pour mémoire mais n'impacte pas le budget du Réseau RECI directement.

Pas d'action mise en œuvre en partenariat avec des structures du Réseau RECI en 2014.

TEMPS D'ECHANGES

➔ Participation à la Recherche-action « Dynamiques territoriales histoire/mémoire de l'immigration » [financement Musée National de l'Histoire de l'Immigration – pilotes ARIFOR-ORIV]

Le Réseau RECI (en particulier l'ARIFOR et l'ORIV) a rédigé un rapport à partir de l'analyse des éléments suivants : nature des animations régionales en matière d'histoire et de mémoire de l'immigration ; modalités de gouvernance ; portage institutionnel et politique en régions ; articulation avec le Musée, dans les régions suivantes : Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine, Franche-Comté et Bourgogne.

MISE EN RESAU

Le fonctionnement du Réseau RECI a été marqué par le départ d'une structure et l'arrivée de deux nouvelles structures ainsi que la signature d'une convention de partenariat avec la CNHI.

Pour la réalisation des actions mentionnées précédemment les membres du Réseau RECI ont été amenés à participer aux regroupements suivants :

- 27 et 28 février 2014 à Tourcoing (accueil IREV)
- 15 et 16 mai 2014 à Paris (mise à disposition gracieuse de locaux par le Musée de l'Histoire de l'Immigration)
- 8 et 9 juillet 2014 à Lille (accueil IREV)
- 9 et 10 octobre 2014 à Amiens (accueil EPI)
- 11 et 12 décembre 2014 à Paris (mise à disposition gracieuse de locaux par le Musée de l'Histoire de l'Immigration).

L'ensemble des productions réalisées est disponible sur le site internet du Réseau RECI : www.reseau-reci.org.